

Archives

Ukraine : la paix par la détente, l'entente et la coopération

jeudi 4 septembre 2014

Déclaration de Jacques Cheminade

Paris, le 3 septembre 2014 – La paix en Ukraine est nécessaire. Elle est possible. A condition de définir ce qui est acceptable pour les parties en cause en leur donnant les moyens de vivre côte à côte.

La partie ukrainienne doit tout d'abord affirmer sans ambiguïté qu'elle ne manifestera jamais l'intention de rejoindre l'OTAN ni les organisations qui lui sont apparentées. Porter l'OTAN aux frontières de la Russie n'est en effet de l'intérêt bien compris ni de l'Europe ni de la Russie. Elle doit ensuite reconnaître que compte tenu de son histoire nationale, seule une organisation fédérale de l'État, préservant l'autonomie de ses différentes composantes, est de nature à préserver son unité nationale. Enfin, elle doit admettre que la langue russe continue à être la deuxième langue nationale et que l'incorporation de la Crimée à la Russie ne peut être contestée.

Les insurgés des régions orientales du pays et la Russie doivent de leur côté affirmer que, directement ou indirectement, jamais les forces russes ne s'implanteront au sein des frontières nationales ukrainiennes. La Russie devra signer des contrats gaziers à long terme avec l'Ukraine, garantissant un prix en rapport avec ses capacités de paiement, actuelles et futures.

Ensemble et dans ces conditions, les pays actuellement membres de l'Union européenne et la Russie doivent assurer un plan de développement mutuel de l'Ukraine. L'objectif est d'assurer des conditions économiques, de santé publique, de fourniture d'énergie et de niveau de vie en amélioration constante, de nature à susciter l'adhésion populaire à un vouloir vivre en commun de toutes les régions de l'Ukraine, de Donetsk à Lviv.

On dira que c'est utopiste. On dira que ce n'est pas satisfaisant. C'est sans doute difficile à mettre en œuvre, car on a laissé s'accumuler un terrible ressentiment dans un pays historiquement divisé, mais c'est la seule solution possible, à l'exception de la guerre.

L'Allemagne et la France s'honoreraient à devenir puissances médiatrices en incitant les uns et les autres à laisser les couteaux au vestiaire. Pour l'instant, elles n'ont pas été capables de se dégager de l'orbite anglo-américaine. Il est temps de le faire. En mesurant bien trois choses :

que la Russie ne peut être un adversaire en Europe, et doit donc devenir un partenaire, quelles que soient les formes juridiques à établir pour ce partenariat ;

que la paix en Ukraine ne peut être une chose en soi ; elle exige le retour de l'ensemble de notre politique étrangère aux principes du gaullisme, c'est-à-dire de s'inscrire dans l'évolution amorcée par les pays membres des [BRICS](#) ;

qu'une telle prise de position aiderait à une évolution politique aux États-Unis, créant les conditions de leur retour à leur principe fondateur, qu'à leur façon John Kennedy et Franklin Roosevelt ont incarné, en s'écartant aujourd'hui définitivement des méfaits des présidences Bush et Obama.

La raison d'être de la France est d'avoir passé un pacte avec la liberté du monde. Nous l'aurons perdue si nous continuons à trahir ce pacte ou à l'ignorer, ce qui aurait de terribles conséquences, non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour le monde.
